



**Séance ordinaire du  
jeudi 19 décembre 2019**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et aménagement  
foncier opérationnels**

PRÉFECTURE  
DE L'HÉRAULT  
31 DEC. 2019  
D.R.C.L  
GREFFE - P.F.R.A.

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

**Quartier Port Marianne - ZAC Blaise Pascal  
Suppression de la ZAC**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est située à l'est de la commune de Montpellier, dans le quartier Port Marianne.

Les objectifs de cette opération ont été arrêtés par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 9 juin 1987 et la ZAC Blaise Pascal a été créée par délibération du Conseil Municipal du 29 février 1988. Par délibération du Conseil Municipal du 29 février 1988, la concession de la ZAC Blaise Pascal a été confiée à la SERM (Société d'équipement de la Région Montpelliéraine) et le dossier de réalisation a été approuvé.

Une modification permettant d'augmenter le périmètre de la ZAC a par la suite été engagée et le dossier modificatif de ZAC correspondant a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 9 novembre 2001.

Le quartier Blaise Pascal, situé de part et d'autre des parcs d'activités du Millénaire fut l'un des premiers réalisés à Port Marianne.

Il répond à plusieurs objectifs urbains, notamment :

- Rapprocher l'habitat et les activités,
- Offrir tous types de logements : petits collectifs, maisons de ville, intermédiaires, et une mixité sociale avec la création de logements sociaux,
- Privilégier l'intégration des espaces verts à la ville, à travers une large esplanade structurante, des parcs publics...

La définition architecturale de l'opération, signée Claude Vasconi, privilégie l'ouverture des logements sur leur environnement : larges terrasses, rez-de-chaussée protégés par des jardins privés, espaces extérieurs collectifs traités en espaces verts ou piscines.

Au 31 décembre 2018, 152 006 m<sup>2</sup> de SDP (surface de plancher) de constructions ont été réalisés dans la ZAC Blaise Pascal dont :

- 1 826 logements réalisés, dont 458 logements sociaux (25%), soit 122 752 m<sup>2</sup> de SDP,
- 11 376 m<sup>2</sup> de SDP de bureaux,
- 782 m<sup>2</sup> de SDP de commerces,
- 15 557 m<sup>2</sup> d'équipements publics.

Les équipements publics réalisés dans cette opération sont les suivants :

- Le groupe scolaire composé de l'école élémentaire Blaise Pascal et de l'école maternelle Sarah Bernhardt ;
- Le Gymnase Mireille Bessière ;
- La Maison pour tous Méline Mercouri ;
- Le square du Colonel Vedel ;
- La place Tycho Brahé ;
- Le parc de Costebelle ;
- La Caserne de CRS.

Au 31 décembre 2018, le programme de la ZAC Blaise Pascal (programme des constructions et programme des équipements publics) a donc été réalisé en totalité.

Considérant que le programme de la ZAC est entièrement réalisé, que les terrains à bâtir sont construits et que la concession avec la SERM est échue depuis le 31 décembre 2018, il convient aujourd'hui de prononcer sa suppression conformément à l'article R 311-12 du code de l'urbanisme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de supprimer la Zone d'Aménagement Concerté Blaise Pascal conformément à l'article R 311-12 du code de l'urbanisme ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R 311-5 du code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à disposition du public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de présentation de suppression de la ZAC

PRÉFECTURE  
DE L'HÉRAULT  
31 DEC. 2019  
D.R.C.L  
GREFFE - P.F.R.A.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.